

Le Couac

Le Couac vous présente ses respects. Son début est humble. Il cherche à occuper un terrain vacant, celui de la satire. Mais le rire est, plus souvent qu'on le pense, une affaire sérieuse. Se rappelant Rabelais («Rire est le propre de l'homme»), il dira souvent, comme le Figaro de Beaumarchais: «Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer».



Le Couac vous ouvre ses colonnes. Informez-nous. Un scandale? Une information juteuse? Une drôlerie? Une affaire bizarre? Nous sommes là. Notre adresse: 788, rue Laurier est, Montréal, H2J 1G1.

Pas de condom, pas de péché!

August King, gouverneur de l'État du Maine, a fait une demande auprès du Congrès américain afin de recevoir une part des crédits consentis à la promotion de l'abstinence sexuelle chez les adolescents. Le Congrès a en effet voté l'an dernier un budget de 50 millions de dollars pour que les États, s'ils le désirent, puissent promouvoir l'abstinence comme moyen de contrôle des naissances et des MTS. L'argent est disponible du gouvernement américain à certaines conditions. Par exemple, les professeurs ne peuvent pas discuter de la contraception avec leurs élèves. Et ils doivent enseigner que les relations sexuelles en dehors du mariage sont immorales.

Au Maine, 49% des adolescents ont des relations sexuelles, rapporte le *Bangor Daily News*. En toute logique, le gouverneur de l'État souhaite donc lancer, en plus du programme dans les écoles, une campagne de publicité dans les médias pour que la morale revienne au plus vite chez lui. Un slogan pour cette campagne? Ce pourrait être celui qu'exprime la politique de l'Église en cette matière: «Pas de condom, pas de péché!»

JFN

Découpage

Le ministre Bernard Landry combat le partitionnisme en soulignant pertinemment qu'il soutient l'idée rétrograde du Québec sur une base ethnique et linguistique. Mais M. Landry soutient de son côté que les frontières du Québec sont en fait «géographiques» (*Le Devoir*, 18 août). Devra-t-on suivre les méridiens ou les rivières, les parallèles ou les Appalaches?

Et si nos frontières étaient politiques, celles d'un État reconnu? Parler politique, c'est souvent trop demander à un politicien.



Torture dans les territoires occupés

Deux journalistes d'Amnistie internationale viennent de rentrer d'un séjour au Liban. Serge Patrice Thibodeau et José Lambert ont défrayé la manchette des quotidiens partout sur leur passage. Ils dénoncent vigoureusement, pièce à l'appui, le traitement inhumain dont sont victimes les habitants du territoire occupé du sud du Liban. Ce territoire est sous la botte d'une milice de mercenaires, l'Armée du Liban Sud, à la solde des forces armées de l'État d'Israël.

Dans ce territoire, explique Thibodeau, «les familles sont prises en otage». Personne n'ose plus parler de peur d'être arrêté ou déporté. La menace d'emprisonnement pèse aussi en permanence sur toutes les têtes.

L'ALS opère le pénitencier de Khiam où Amnistie internationale déplore

Victoire des partitionnistes

p. 3

Mariage si vil

p. 2

Exclusif: une recette de poumon

p. 4

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 1 • no 1
Octobre 1997
1,99 \$



Course à la mairie de Montréal

BONJOUR LA POLICE!

De notre correspondante à Blue Bonnets, LINE SAINT-LOUIS

Les maisons de sondage ont lancé le signal: n'importe qui pourrait battre Pierre Bourque aux élections de novembre 1998. Dans les écuries, les palefreniers bichonnent leurs pouliches et leurs poulains mais ceux-ci, devant le vide sidéral de la piste, hésitent à quitter l'enclos. Liza Frulla est tentée de confirmer les rumeurs qu'elle entretient depuis plusieurs mois. Mais elle aurait préféré être couronnée nouvelle messie de Montréal sans avoir à affronter une compétition qui s'annonce sérieuse. Et elle s'interroge: si Daniel Johnson se faisait laver entre-temps aux élections québécoises, la chefferie du Parti libéral ne s'ouvrirait-elle pas pour elle? Louise Harel, plus volontaire, plus ou moins à l'aise sein du gouvernement Bouchard, se montre plus disposée à faire face à l'adversité. Pourtant, une grande hésitation la

retient: quelle sera la réaction de l'Ouest de Montréal face à une candidature souverainiste aussi marquée?

Robert Perrault, récemment intronisé «Maire de la métropole», se questionne désormais sur l'intérêt d'une candidature à la petite ville centre.

Yvon Lamarre boux de frustration devant l'incurie d'une administration qu'il a déjà dirigée. Mais à son âge, il y a tant à perdre et si peu à gagner à être élu pour un seul mandat.

Michel Prescott, conseiller du RCM, est le seul à avoir annoncé sa candidature. Mais il sait que, contestant la valeur de son pelage et misant sur les espoirs que susciterait une candidature féminine, son chef, Thérèse Daviau, lui fera concurrence si aucun autre candidat ne se pointe. On pense ici, bien sûr, à Jean Doré qui, ses plaies pansées et les leçons de sa défaite tirées, ne demanderait pas mieux que de chausser de nouveaux étriers.

Enfin, il y a Jacques Duchesneau, chef de la police de la Communauté urbaine de Montréal qui, malgré ses dénégations publiques, se prépare activement à reprendre en mains les restes de Vision Montréal et se montre le plus piaffant des aspirants. Bonjour la police! C'est RBO qui serait content!

Coupez, il en restera toujours quelque chose

Il fallait y penser: pour créer de l'emploi, il faut d'abord licencier. Heureusement, le gouvernement y veille. En juillet, la direction des ressources humaines du ministère du Patrimoine canadien a offert à ses fonctionnaires la possibilité d'occuper un poste d'un nouveau type. Fonction première de l'emploi: «Interpréter les effets des coupures dans les budgets et dans les programmes sur les événements et les programmes nationaux». Rémunération: entre 59 113 \$ et 66 729 \$. Rien de moins. Pour obtenir l'emploi, il s'agissait d'appartenir déjà au ministère de Sheila Copps, d'avoir évité soi-même les «coupures» et d'être détenteur d'un diplôme universitaire «ou d'un agencement acceptable d'études, de formation et d'expérience». La sélection s'est faite selon une méthode de sélection objective du gouvernement canadien, mieux connue sous le nom de «97-PCH-CCID-CC-0684».

JFN

Euphorie montréalaise

Pour convaincre les touristes, les investisseurs et l'autochtone que tout est pour le mieux au centre-ville, la Ville de Montréal a demandé le concours de jeunes designers. Le résultat: de jolies nouvelles vitrines sur la rue Sainte-Catherine. Or, il n'y a pas de magasins derrière ces vitrines. Elles sont là pour faire croire que l'Est n'est pas une ville fantôme.

Cette opération cosmétique n'est pas sans rappeler le maire Drapeau. À l'occasion de l'Expo 67 il avait fait poser d'immenses panneaux bleus et blancs devant les quartiers pauvres afin que les visiteurs ne les voient pas!

Pour en revenir aux vitrines du maire Bourque, l'illusion ne sera complète que lorsque des haut-parleurs diffuseront sirupeusement «Ça va bien» de la chanteuse Kathleen.

DL

Des curés dans le sirop

Le chroniqueur Mario Goupil, dans *La Tribune* du 20 août: «On oublie souvent que tous les messeigneurs et tous les prêtres de la terre sont avant tout des êtres humains, comme vous et moi. La preuve, c'est qu'ils mangent des fèves au lard, comme vous et moi. Ils raffolent aussi des pets-de-nonnes dans le sirop, comme vous et moi. Avant les repas, il leur arrive même d'oublier de réciter le bénédicité, comme vous et moi.» Le journaliste a fait toute une découverte: les religieux trempent dans le sirop et ainsi lui ressemblent. Sait-il que les lecteurs lui pardonneraient d'abandonner le journalisme pour la soutane?

À vouloir enrichir trop de maîtres...

La recherche de bénedictin à laquelle s'est consacré le directeur de L'Action nationale sur le placement des nos épargnes par les gestionnaires de 918 fonds mutuels est à proprement parler stupéfiante. Des 145 milliards de dollars d'actifs recensés, 7,9 milliards de dollars sont recyclés dans l'économie du Québec, soit un misérable 5,43 %.

C'est dire que des milliards \$ de nos épargnes sont placés hors Québec pour faire tourner la roue de l'économie et créer des emplois à l'extérieur de nos frontières pendant que les ténors du monde des affaires se battent les flancs et tiennent des discours léniants sur la nécessité pour les pouvoirs publics de réduire les dépenses de l'État, d'élargir les mailles de notre filet de sécurité sociale, tout en ne manquant pas d'évoquer le monstre du Lochness de «l'incertitude politique», soi-disant responsable des malheurs de notre époque et de la fragilité de nos bases économiques.

De ce qui précède, et encore ne représentant qu'une partie de la réalité, l'oligarchie du monde des affaires ne souffre mot. Le silence est de rigueur. Prosternés devant le veau d'or de la mondialisation et de l'infâme loi du marché, les chantages du capitalisme triomphant cherchent des poux aux bénéficiaires de l'aide sociale et des chômeurs, rendant nos concitoyens les plus démunis responsables de tous les maux d'Israël... Nos pouvoirs publics, hélas!, font écho à ces derrières tourneurs de la nouvelle religion du pancapitalisme qui affaiblit les nations et prépare le règne monarchique de l'Argent Roi, destructeur des valeurs de solidarité et d'humanisme sur lesquelles ont été édifiés jusqu'à ce jour les de nos démocraties modernes.

La répartition des placements

À l'échelle de l'ensemble canadien, 106,1 milliards de dollars restent au pays alors que 39,8 milliards filent à l'étranger, soit un réinvestissement

de 73% d'une mare à l'autre. Comparé au sinistre 5,43% qui revient à l'économie québécoise, le nationalisme économique «canadien» est treize fois plus protectionniste que le nôtre, ce qui explique en grande partie le fait que le taux de chômage au Québec est toujours supérieur à la moyenne canadienne. Ne cherchons pas plus loin, voilà pourquoi votre fille est muette! Non seulement votre fille, mais l'ensemble des politiciens serves du gouvernement fédéral, particulièrement ceux du Québec à Ottawa, qui n'en



finissent plus de semer que nous vivons dans le plus beau pays du monde (*sic*) et qu'il serait dramatique de nous séparer d'un aussi bel exemple qui nous maintient depuis 130 ans dans un état permanent d'infériorité économique.

Bien sûr qu'on nous aime!, c'est-à-dire là où nous sommes, pauvres, dépendants, dociles, corvéables à merci, tranquilles, soumis, obéissants, reconnaissants des miettes de péréquation de plus en plus mesquines qui tombent de la table centrale. La ficelle est grosse et le jupon dépasse. Il y a une logique implacable dans tout système fédéral qui veut que l'élément fédérateur le plus puissant se nourrisse toujours de la faiblesse des autres constituants.

De la même façon que la mondialisation portée aux nues par les temps qui courent n'est ni plus ni

moins que l'américanisation du monde, le Canada est d'abord et avant tout au service des intérêts d'une majorité dont nous sommes exclus.

Les faits sont têtus et les chiffres parlent par eux-mêmes. Nous sommes dans une situation de vassalité économique à la fois parce que nous sommes enfermés dans un système qui le veut ainsi mais également un peu beaucoup par notre faute, notre très grande faute. Le seul exemple de la caisse commune de retraite des employés de la Ville de Montréal est à faire frémir. Les gestionnaires de cette caisse gèrent un actif de un milliard sept cent millions de dollars (1 700 000 000 \$). De ce total, 23 % est réinvesti à parts égales dans les

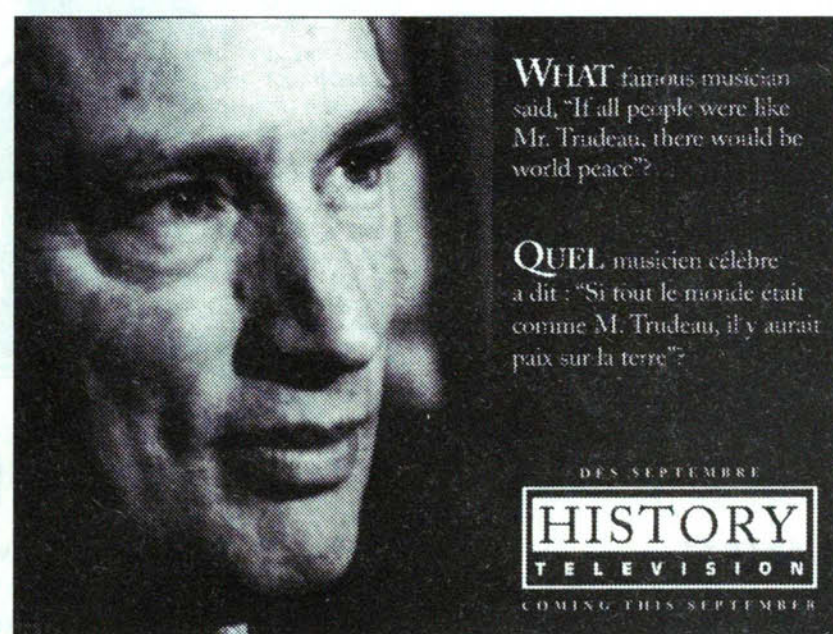
institutions du Québec francophone et anglophone, alors que 77% des épargnes des employés de la Ville de Montréal sont déportés à l'extérieur, dont la proportion la plus importante (21,1%) aux États-Unis, en Europe et en Asie, 19,8% en Ontario, et 19,5% dans le gouvernement du Canada.

Il y a là de quoi procéder à un sérieux examen de conscience. Il y a, notamment dans les organisations syndicales, une contradiction gênante entre, d'une part, réclamer du Gouvernement du Québec le maintien des droits acquis par les travailleurs, et d'autre part, laisser filer l'épargne de ces derniers pour enrichir les autres.

Et cela s'applique à l'ensemble de nos caisses de régime de retraite. Vouloir enrichir trop de maîtres n'est certainement pas la meilleure façon de sortir de la mendicité.

YVES MICHAUD

Trudeau, l'icône



La réponse:

«John Lennon [...], après une rencontre avec Trudeau sur la colline parlementaire, au cours de sa campagne de paix en 1969. Yoko a dit également: "Nous avons été séduits par cette rencontre avec M. Trudeau. C'est du beau monde."» [*sic*]

Cette carte postale fait partie d'une série de cinq relatant des «petits faits» de l'histoire canadienne. Elles sont émises par le nouveau canal History Television, produit par Alliance Broadcasting. Ces cartes sont distribuées gratuitement, notamment dans les lieux historiques nationaux du réseau de Parcs Canada (Patrimoine canadien).

Les autres cartes sont beaucoup moins chargées que cet hommage à l'ancien premier ministre libéral. Il s'agit d'anecdotes charmantes sur le

hockey, le Parlement, Winnie the Pooh et sur la belle Mary Pickford de Toronto qui fit carrière à Hollywood avec Charlie Chaplin et avec son Douglas Fairbanks de mari.

History Television sera un canal consacré exclusivement à l'histoire. Il produira avec Parcs Canada une série de 13 épisodes sur les lieux historiques nationaux canadiens (LHN). La diffusion de l'histoire est une belle chose, mais quand l'histoire est trop récente on appelle ça de la politique.

Caisse discrète

Lucien Bouchard s'est porté à la défense de la Caisse de dépôt et de placement qui se trouvait scrutée de trop près par le «vilain» vérificateur général (VVG). Le premier ministre a expliqué (sur les ondes de CBF 690) qu'il fallait laisser de la latitude à «ce formidable outil de développement collectif». Évidemment, les opérations des outils collectifs, ça ne concerne pas le public.

Orange, fraise, citron...

À quoi ressemble l'information continue à LCN, le nouvel «RDI» de TVA? Le journaliste Paul Larocque, envoyé spécial dans un village inuit du Nord québécois, s'insurgeant contre le prix des boîtes de céréales «Fruit Loops» (9,07 \$) au dépanneur du coin: «Le premier ministre Lucien Bouchard promet de s'attaquer également à d'autres problèmes». Coloré.

M.C.

À la hauteur

Le tout frais et tout rose ministre de la Sécurité publique, Pierre Bélanger, s'est laissé convaincre de fournir des armes et des gilets pare-balles aux gardiens de prison. Ceux-ci, en échange, lui ont donné un bottin de téléphone. Pour sa chaise.



Le mariage civil: Une taxe sur la conscience

«Le Canada est fondé sur la reconnaissance de la suprématie de Dieu» rappelle le préambule de la constitution de 1982. Le souffle de l'Esprit coulant de cette suprématie divine a de tout temps inspiré, et inspire encore, les lois qui nous gouvernent au Québec.

Ainsi, si vous êtes catholiques et que vous vous mariez à l'église, vous êtes exemptés de la TVO et de la TPS sur le coût de votre mariage. Mais si vous êtes athées, agnostiques, adeptes d'une religion non autorisée à célébrer des mariages ou que vous ne voulez pas jouer la comédie du mariage religieux, vous ne bénéficiez pas des mêmes droits, vous devez payer TPS et TVO sur votre mariage civil!

Non seulement l'État ne perçoit-il pas les frais qu'il serait en droit d'exiger des Églises pour la tenue des registres civils, mais il autorise de plus ces Églises à émettre des reçus d'impôt pour les frais exigés pour la tenue d'un mariage, ce qui n'est évidemment pas le cas pour le mariage civil.

Le Québec, en plus de son système scolaire confessionnel, a donc également un régime fiscal confessionnel puisqu'il accorde des droits et privilèges différents selon nos convictions en matière de religion. Cette pratique digne d'une société cléricale a été maintenue dans le Code civil malgré sa récente mise à jour, ce qui témoigne de la force du souffle divin.

Cela s'ajoute à cette autre aberration qu'est la célébration du mariage civil dans les palais de justice. Seuls ceux qui y sont contraints par un précédent mariage ou qui ont l'âme d'un militant laïque acceptent que leur mariage soit célébré dans un lieu

aussi inapproprié que celui où se règlent les divorces, où l'on juge les assassins et les violeurs, où l'on croise avocats en toge et policiers en armes.

0Pas étonnant que des 23 935 mariages célébrés au Québec l'année dernière, 16 781 (70%) furent des mariages religieux. Des 9 835 célébrés autorisés par le gouvernement à présider à un mariage, 9 242 (94%) sont des officiers de culte représentant pas moins de 195 religions ou sectes différentes. Le gouvernement du Québec ne dispose donc que de 593 célébrés civils.

Ces derniers sont obligés par la loi d'officier dans un palais de justice, sauf s'il n'en existe aucun à moins de 80 kilomètres du lieu de résidence de l'un des deux futurs époux. Dans un tel cas, le mariage doit être célébré à l'Hôtel de ville le plus proche. Bureaucratie, oblige, les mariages civils ne peuvent par ailleurs être célébrés que du lundi au samedi, entre 9h et 16h30!

Si le gouvernement autorise les curés, les rabbins, les mollahs, les évêques raëliens ou les chefs mohawks à célébrer des mariages quand et où bon leur semble, pourquoi ne pas autoriser les maires de villages, les chefs syndicaux ou le président du Mouvement laïque à en faire autant? Il est grand temps que le gouvernement libéralise la pratique du mariage civil en élargissant les critères pour l'octroi du titre de célébrant et en permettant à ses détenteurs d'opérer à l'endroit et au moment choisis par les futurs mariés, que ce soit à l'hôtel de ville ou dans le jardin de leur grand-mère, à midi comme à minuit.

DANIEL BARIL

«Bidinguisme» au Nouveau-Brunswick

Le Parti conservateur du Nouveau-Brunswick se cherche un nouveau chef. Bernard Valcourt, à la tête du parti jusqu'au printemps dernier, en a eu assez de se battre pour imposer à l'organisation conservatrice un francophone comme chef. «Certains membres du parti n'aiment pas nos idées, nos façons de faire, l'endroit où nous vivons. Dans certains cas, ils n'aiment pas nos noms», a-t-il expliqué lors d'une entrevue radio-phonique à Edmundston. Depuis six mois, les conservateurs se débattent

pour trouver un chef anglophone. Selon Le Journal de Moncton (2 août), la question de la langue demeure «la seule véritable question débattue jusqu'à ce jour». Dale Graham, un député, croit avoir trouvé une solution en la personne de Bernard Lord, un avocat de Moncton. Lord est pour lui un bon choix car il est bilingue. Cela lui donne à son sens la même valeur que Jean Charest. Entre conservateurs, on sait reconnaître ses qualités respectives, bien sûr.

Vasco de Gaffa

En 1992, la terrible controverse entourant la commémoration du contact entre l'Europe et l'Amérique, réalisé par Colomb cinq siècles plus tôt, avait secoué les deux Mondes. Il faut dire que la suite du contact est loin d'avoir été toujours heureuse. L'Inde et le Portugal semblent n'avoir pas retenu la leçon. L'an prochain, on fêtera le 500^e anniversaire du voyage de Vasco de Gama. C'est ce navigateur portugais qui a, en contournant l'Afrique, ouvert à l'Occident la voie maritime vers l'Orient. De fait, il a aussi permis la colonisation du second par le premier. Devant les protestations de la presse locale, le gouvernement indien s'est retiré du comité organisateur. En plus, les débats, alimentés par les antis-colonialistes, font rage au Portugal. Qu'on se console, il est toujours temps de se préparer pour le «cinq-centième» de la première circumnavigation (tour du monde) par l'équipage d'un autre Portugais, Magellan (1521). Le hic, c'est qu'il est difficile de trouver des volontaires pour le revival de son massacre par les indigènes philippins. Le Couac attend les suggestions pour le rôle de Magellan. (Christophe Lambert s'abstient).

D.L.

Un gouvernement, une constitution, un drapeau

Gérald Beaudoin, sénateur (La Presse, 24 août): «Je suis sûr qu'un jour, que vous et moi ne verrons pas, naîtront une Constitution et un gouvernement à l'échelle planétaire.» C'est les marchands de drapeaux qui seront contents ce jour-là! Le nouveau gouvernement mondial leur passera enfin une commande qui battra celle de la reine du nylon, Sheila Copps.

Le Couac

788, rue Laurier Est, Montréal, Québec H2J 1G1
Téléphone: (514) 270-9392

Éditeur: Pierre de Bellefeuille
Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Collaborateurs: Daniel Baril, Geneviève Cardinal, Marc Cassivi, Pierre Falardeau, Pierre Graveline, Christophe Horguelin, David Ledoyen, Yves Michaud, Line Saint-Louis, Céline Vangheluwe
Graphisme: Zirval Design & Imprimerie
Illustrations: Luc Giard, Bruno Laporte, Gilles Laporte
Publicité: Jacques Fleurent tél.: 356-8888 ou 355-2103

ISSN 1480-20-74

Imprimé au Québec.

Le Couac paraît tous les mois, dans la mesure du possible. Les lecteurs peuvent nous soumettre des textes et des idées. Celles-ci comme ceux-là ne seront pas retournés.

ABONNEMENTS

1 an: 25 \$ • 2 ans: 45 \$ • Institutionnel: 50 \$
Soutien: envoyez plus de 50 \$ et recevez le journal gratuitement.

Statistique intéressante: Le Couac a un abonné à Toronto.

N'ajustez pas votre appareil

Richard Martineau, du journal Voir, nous apprenait en août que nous avions collectivement fait connaissance avec la mort à la suite de l'accident tragique de Marie-Soleil Tougas et de Jean-Claude Lauzon, dans le Nord québécois. En septembre, Bernard Derome tentait plutôt de nous convaincre, en direct de Londres, que c'est le décès soudain de notre princesse bien aimée, Diana, à Paris, qui nous a tous permis de ressentir la perte d'un proche. On n'ose imaginer la réaction de Franco Nuovo quand Jerry Lewis nous quittera pour de bon.

Travail à la chaîne

Troublés par la couverture du décès de Johnny Farago à Montréal, Lauzon et Tougas s'écrasent à Kuujuaq. Peu après, une Diana choquée s'écrase aussi, mais contre un mur parisien. Privée de sa princesse préférée, mère Térésa s'éteint à Calcutta. Inconsciemment devant une telle hécatombe, Mobutu Sese Seko rend son dernier souffle au Maroc. Ou attendent donc les autorités pour intervenir avant que le pape ne soit contaminé?

Toujours plus loin

Le maire Pierre Bourque veut «exporter le savoir-faire municipal» de Montréal en matière d'eau potable (Le Devoir, 3 septembre). À force de voyager aux frais du contribuable le maire se sera bientôt exporté lui-même.

D.L.

Éclairant

De J.-P. Derriennic, professeur de science politique à l'Université Laval (Le Devoir, 18 septembre): «Être heureux est permis, mais il n'est pas un droit [sic]. De toutes façons, qui poursuivrait-on par défaut d'obligation?»



Ersatz

Que les inconsolables de Lady Di ou d'Elvis sèchent leurs larmes! Il nous reste toujours notre King à nous, Zouf Premier, le roi de l'Anse Saint-Jean (Saguenay). Sa dernière trouvaille consiste à vendre la bière La Royale pour financer son projet de «sculpter» la figure de Jean Le Baptiste dans les arbres à flanc de «sa» montagne. Quant au syndicat local des épinettes noires, il préférerait vraisemblablement voir le monarque municipal porté en bière...

D.L.

Débordements

À la suite à l'inondation estivale de milliers de foyers de Saint-Hubert et de Chambly, le directeur des services de cette dernière municipalité, Michel Merleau, s'est porté à la défense de son collecteur d'eaux pluviales. Des citoyens grincheux — et inondés pour la troisième fois en dix-huit mois — suggèrent que ledit tuyau aurait dû être élargi afin de drainer efficacement les nouveaux développements de la municipalité. M. Merleau répondait sans rire que ce n'est pas le collecteur qui est en cause, mais bien «la campagne [environnante] qui déborde dans la ville». Après l'étalement urbain, le débordement rural?

D. LEDOYEN

«J'en ai parlé à Jean Drapeau»

Dans Le Monde daté du 1^{er} août, Roland Nungesser, ancien ministre français, affirme que le général de Gaulle n'avait pas voulu, par son «Vive le Québec libre!», inciter les Québécois à l'indépendance. «Secrétaire d'État aux finances chargé des affaires internationales» lors de la visite du général en 1967, Nungesser a l'impression que le général, en employant cette formule, était allé «au-delà de ce qu'il aurait voulu». Il en est presque sûr depuis qu'il en a parlé à Jean Drapeau, l'ancien maire de Montréal. Drapeau, comme chacun le sait, est une autorité en la matière. Il travaille depuis plus d'une décennie à un ouvrage qui veut prouver que de Gaulle, avec son «Vive le Québec libre!», voulait dire autre chose que ce qu'il disait... Pour faire sa démonstration, l'ancien maire a écrit à ce jour un manuscrit de plus de 700 pages. L'éditeur Alain Stanké a été approché. Par ailleurs, mais sur le même front, aucune nouvelle de la réponse au juge Malouf.

Condamné à mort par erreur



QUAND TU RENTRES ICI
GOOD LUCK FOR YOU

Depuis 1973, environ 6000 personnes ont été condamnées à mort aux États-Unis. De ce nombre, un peu plus de 1% l'auraient été par erreur. C'est ce que révèle un récent rapport du Death Penalty Information Center de Washington. Le rapport signale notamment le cas de Rolando Cruz et Alejandro Hernandez, condamnés à mort en 1985 pour le meurtre d'une fillelette alors qu'un autre homme avait confessé avoir commis le crime et que les preuves contre eux étaient insuffisantes. Les deux hommes ont heureusement été relâchés... en 1995. Richard Dieter, directeur du centre, pense que le pourcentage réel d'innocents condamnés est supérieur à celui que son organisme a pu établir avec certitude. Beaucoup de condamnés sont des gens pauvres, sans instruction et peu sympathiques. Dans ces conditions, observe-t-il, travailler à prouver leur innocence s'avère ardu. Devant de tels risques d'erreurs, on pense sérieusement à choisir les condamnés à mort par tirage au sort dans la population active. Les résultats seraient pondérés en fonction de statistiques solides: pourcentage fixe d'hommes, de vieux, de jeunes, de pauvres et de Noirs tatoués. Cela serait aussi efficace que le système actuel, à ceci près que les procédures légales ainsi allégées permettraient des économies substantielles au trésor public. Enfin une justice rationnelle.

Je paie pour voir

Afin d'assouvir la curiosité de ses auditeurs et la soif de cote d'écoute de la SRC, notre Bernard Derome est envoyé à Londres. Avec l'équipe du Téléjournal. Par avion. Pour couvrir les funérailles de Lady Die. C'est ce qui s'appelle voyager aux frais de la princesse.

Lady die (bis)

Pierre Foglia (La Presse, 2 septembre), chroniquant en page A5 d'un cahier historique de 24 pages entièrement consacré à Lady Di et regorgeant de photos sulfureuses de feu la princesse de Galles croquée par des paparazzi: «Les paparazzi travaillent pour Paris Match, Jour de France, Dernière Heure, Le Lundi, Sept Jours [...]». Bref, les paparazzi travaillent pour vous. Certainement pas pour moi [...]. N'empêche qu'en l'occurrence, cher Pierre, vous travaillez tous, paparazzi et Foglia confondus, pour la même feuille de chou.

Encore Gérald Beaudoin

Dans La Presse du 24 août, le sénateur Gérald Beaudoin se surpasse: notre siècle a été un des plus violents de l'histoire de l'humanité, avoue-t-il, «mais nous avons maintenant l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ça compense un peu pour la violence». Bien cachés derrière leurs tranchées de papiers, les beaux esprits sont toujours heureux.

JFN

Refonte montréalaise

Le conseil municipal de Montréal, après son échec devant la Cour supérieure du Québec, veut refondre la charte de sa ville afin de pouvoir révoquer à loisir les membres récalcitrants du comité exécutif. En cas de défaite électorale anticipée demandera-t-il aussi la révocation de la population?

D.L.

French 101

Le leader réformiste et chef de l'opposition officielle à Ottawa, Preston Manning, a passé le mois d'août sur les bancs d'école québécois, afin d'y «parfaire» son français. M. Manning, qui avait déjà suivi des cours de français, n'est toujours pas à l'aise dans cette langue, constate son porte-parole Larry Welsh (!). De toute façon, les réformistes ont toujours soutenu qu'il n'était pas nécessaire de savoir parler français pour devenir premier ministre du Canada. Les libéraux semblent d'accord...

JFN

Québec laisse Ottawa tuer Mirabel

Le 15 septembre, date fatidique, les vols internationaux réguliers sont transférés de Mirabel à Dorval. L'unique aéroport international du Québec a été mis à mort. Dorval, situé dans une zone urbanisée où les vols de nuit sont interdits, ne sera qu'un satellite de Toronto.

Ce recul majeur, accompagné d'un incroyable gaspillage, nous a été imposé par Aéroports de Montréal, créature d'Ottawa, esclave d'Air Canada, sans que le gouvernement du Québec lève le petit doigt pour s'opposer. Le ci-devant ministre tuteur de Montréal, Serge Ménard, n'ayant pas examiné la question plus loin que le bout de son nez, a approuvé la décision d'ADM, qualifiée de «décision d'affaires» comme si cela justifiait l'absurde.

Dans un gouvernement, les ministres ne se marchent pas sur les pieds, à moins d'être poids lourd, ce qui est le cas de M. Ménard, un des préférés de M. Bouchard. Le ministre des Transports, M. Brassard, dont c'est le domaine de compétence, avait exprimé des doutes, mais il pèse moins lourd.

Poussé par le Front Mirabel qui réclamait un moratoire, M. Bouchard, début septembre, a sommé M. Chrétien de «rendre comptes». Rien de plus. Des paroles en l'air.

Ces messieurs ont une défaite: il s'agit d'un domaine de compétence fédérale. Fort bien, mais les fameux «intéressés supérieurs du Québec» sont évidemment en jeu, et que faites-vous des relations internationales, qui sont aussi de compétence fédérale?

Il est vrai qu'un des premiers gestes de ce gouvernement a été de fermer des délégations du Québec à l'étranger. Ces gens-là peuvent-ils prétendre sérieusement vouloir bâtir un pays?

Pierre de Bellefeuille





LA MARCHÉ VICTORIEUSE DES «PARTITIONNISTES»

Ils sont apparus au lendemain du référendum du 30 octobre 1995, portés sur les ailes du terrible vent de peur et de haine qui s'est alors levé sur le Canada... Cette peur que les Canadiens anglais, particulièrement ceux du Québec, ressentent depuis ce soir-là où ils ont vraiment cru que ça y était, que c'en était fini de l'appartenance du Québec au «plus meilleur pays du monde»... Cette haine qu'ils éprouvent comme jamais à l'endroit des «séparatistes» qui s'obstinent dans leur rêve «insensé» d'indépendance, mais aussi envers l'ensemble de ces «stupides» Québécois francophones qui s'avèrent toujours plus nombreux à partager cette «folie»... Cette même peur qui les conduit désormais à radicaliser leurs discours et à multiplier les gestes d'intimidation dans le cadre d'une stratégie innocemment appelée «Plan B»... Cette même haine qui mérite aux Québécois de voir leur premier ministre «diagnostiqué psychologiquement instable», qui leur vaut d'être présentés dans nombre de médias du monde et sur le réseau internet comme «un peuple de racistes et d'antisémites», d'être qualifiés dans l'émission radiophonique matinale la plus écoutée en Amérique du Nord de «pires sacs à merde de la planète»... Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

amplifier leur message. Voilà que du premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, au ministre des relations intergouvernementales, Stéphane Dion, les leaders fédéralistes accréditent plus ou moins officiellement leur thèse. Voilà que déjà plus de 40 municipalités québécoises et autant de villes ontariennes ont voté leurs résolutions. Voilà que, demain, la Cour suprême du Canada, niant le droit du peuple québécois à l'autodétermina-

crète, au Mouvement en faveur d'une onzième province du Dr Roopnave Singh, aux «Citoyens de la nation» de l'avocat Guy Bertrand, à la Coalition des conseillers municipaux pour l'unité canadienne et au Citizens Committee for a New Province, de même qu'à quelque 33 autres organismes avec lesquels ils sont en contact. De plus, ils développent des liens sans cesse plus étroits avec les Premières Nations, en particulier les Mowawks, les Cris et les Inuit, et «font tout pour



On les croyait vieillissants, marginaux. On les espérait faibles, sans appuis. On les prétendait l'expression d'un épiphénomène bénin, d'une nostalgie passagère. Or voilà qu'ils se révèlent nombreux, déterminés, organisés, efficaces, puissants. Voilà qu'ils se montrent capables de créer des dizaines d'associations locales; de transporter au besoin des centaines de partisans d'une assemblée municipale à l'autre; de mobiliser des milliers de personnes dans la plus grande réunion politique tenue à l'occasion de la campagne électorale fédérale; de diffuser, porte à porte, des dizaines de milliers de tracts à Ville Lasalle ou ailleurs; de recueillir les centaines de milliers de dollars nécessaires à la poursuite de leur mouvement destructeur. Voilà que les intellectuels canadiens-anglais soutiennent leurs prétentions ou du moins s'abstiennent de les condamner. «Si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi!» clament-ils tous en chœur. Voilà que les médias, *The Gazette* en tête, véhiculent et

tion, leur octroiera un surcroît de «légitimité». Quand on veut tuer son chien, on s'assure de la complicité ou du silence des voisins.

Fer de lance de l'offensive anti-Québec, ils mènent une action qui n'a rien de spontané. Ils bénéficient de solides appuis institutionnels. Ainsi, lui-même généreusement financé par Ottawa, le Conseil pour l'unité canadienne apporte une aide directe ou indirecte, mais néanmoins très con-

les entraîner dans leur cause», comme en témoigne le leader Innu-montagnais Bernard Cleary dans *La Presse* du 9 septembre. Bien qu'ils ne s'entendent pas toujours sur tout, ils partagent grosso modo les mêmes objectifs: créer d'abord un climat d'instabilité politique tel, que le peuple québécois en arrive à renoncer à son rêve d'indépendance, et si cela ne suffisait pas, provoquer des troubles civils graves au lendemain d'un référendum gagné par les souverai-

nistes afin de placer le Québec en situation de faiblesse dans les négociations qui s'ouvriraient avec l'État fédéral; enfin, en cas de proclamation unilatérale d'indépendance, bloquer toute reconnaissance internationale d'un État incapable de contrôler son territoire et le forcer à accepter un nouveau tracé des frontières. Quand on veut tuer son chien, on ne lésine pas sur les moyens.

Rien ne semble pouvoir les arrêter. Ils engrangent les victoires les uns après les autres, morts de rire devant l'incapacité de leurs «ennemis» qui, à quelques exceptions près, se vautrent dans l'angélisme. Conditionnés par 25 ans de candide rhétorique autour de l'idée que, le jour venu, les Canadiens, démocrates et *fair play*, vont accepter de bon gré l'indépendance du Québec et négocier à l'amiable une association économique équitable sans affrontement et sans rupture, les leaders souverainistes, nonobstant quelques échanges épistolaires, refusent de faire face à la brutale réalité des lendemains référendaires et se complaisent dans les discours passésistes! Tant le Bloc que le Parti québécois font preuve d'une agitation verbale qui camoufle piètrement leur dramatique impuissance. Regroupés au sein des Partenaires pour la souveraineté, les grands mouvements sociaux, pourtant tous plus souverainistes les uns que les autres, engagent avec détermination le combat... sur le front linguistique! Le Conseil pour la souveraineté du Québec, qui devrait être en première ligne de feu pour contrer les efforts du Conseil pour l'unité canadienne, s'apprête à fermer ses portes, dans l'indifférence générale, faute d'un soutien financier de l'État québécois! Et ce dernier, confronté à ses créatures municipales qui adoptent en toute illégalité des orientations politiques clairement hors de leurs champs de compétence, s'abstient de réagir, comme il se refuse apparemment à prendre les mesures essentielles qui s'imposent pour couper l'herbe sous le pied aux futures dissidents post-référendaires! Quand on veut tuer son chien, on l'empiffre d'abord de somnifères.

John A. McDonald disait, en 1885: «Tous les chiens du Québec hurleraient-ils que je pendrais quand même Riel!». Ses fils spirituels peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Face à la menace de la partition, les chiens du Québec ne frétilent même pas de la queue, perdus qu'ils sont dans le songe du partenariat, cet os virtuel qu'on leur donne à ronger.

PIERRE GRAVELINE

En direct de la pub

L'ABC de la publicité jaune

L'American Broadcasting Corporation, la grande chaîne américaine, vient de dépenser des millions de dollars verts pour essayer de relancer ses opérations. C'est TBWA, une agence de la Californie, qui a été chargée d'établir sa nouvelle stratégie de communication. Coût de l'opération: 40 millions \$. Conclusion de TBWA: «utilisez la couleur jaune dans vos publicités pour vous distinguer des concurrents». Quel jaune? Un beau jaune serin, tout simplement... Imaginez combien se serait élevée la facture si la couleur recommandée avait été plus subtile, aubergine par exemple.

Blitz pédagogique

Le *Journal de Montréal* du 20 août publie une annonce de la célèbre école de langue Berlitz. On peut y lire: «Berlitz, l'unique école de langues où vous parlerez et comprendrez l'anglais dès le premier cours.» On ne peut plus rapide: ce doit être là que Jean Chrétien a appris.

Drôle de Dole

Bob Dole, le candidat à la présidence pour le parti républicain lors de la dernière campagne électorale américaine, vient de se lancer dans les commerciaux à la télévision. On peut désormais le voir sur les petits écrans annoncer des beignes, une carte de crédit, une compagnie d'aviation et une chaîne de grands magasins. Grâce à sa nouvelle carrière, l'ancien sénateur du Kansas dit qu'il veut prouver au public qu'il y a une vie après les élections. Merci beaucoup, Bob.

Journaux 3D

La *Presse* affirme être «le plus grand quotidien français d'Amérique». Et, à en croire son slogan, le *Journal de Montréal* serait le quotidien francophone «N° 1 en Amérique». Bref, c'est à savoir qui sera le plus grand et le plus gros. Quant au *Devoir*, avec sa maigre moyenne de seize pages, il ne saurait participer au concours d'épaisseur. Enfin...

Un sondage à faire peur

La nouvelle n'en est pas une. Elle remonte à 1995, mais elle n'a jamais été révélée. Elle démontre pourquoi il faut se méfier des sondages, et pourquoi les partis politiques et autres boîtes de propagande en font abondamment usage.

Nous sommes à la veille de la campagne référendaire. Le Conseil pour l'unité canadienne, grassement subventionné par Ottawa, retient les services d'une maison de sondage de Montréal, Créatec, connue pour ses acointances libérales, afin d'effectuer un sondage sur le référendum.

Le questionnaire compte cinquante-six questions. Contentons-nous de la question no 4: «Advenant une victoire du OUI au référendum qui amènerait le Québec à cesser de faire partie du Canada, dites-moi dans quelle mesure vous croyez que chacune des conséquences suivantes est très probable, assez probable, peu probable ou pas du tout probable.» Dix-huit conséquences sur dix-neuf ne sont pas avantageuses. Quelques exemples:

- Les relations entre les francophones et les anglophones du Québec vont grandement se détériorer.
- Le Québec va vivre une période de troubles sociaux et de violence.
- L'avenir de la culture et de la langue française sera sérieusement menacé.
- Le Québec aura beaucoup de difficulté à négocier avec le reste du Canada les modalités de sa séparation.
- Le Québec aura beaucoup de difficulté à renégocier des accords internationaux comme par exemple dans le cadre du GATT ou du libre-échange nord-américain.
- Les Québécois perdraient leur passeport canadien et ne pourraient avoir la double citoyenneté canadienne et québécoise.
- Le Québec aurait sa propre armée.
- Plusieurs entreprises commerciales démantèreraient leur siège social en dehors du Québec.

Comme on le voit, le Québec est déjà soumis à la violence psychologique.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

On s'en fout



Yanie Dupont-Hébert, animatrice à Quatre saisons et à Musique Plus, est une des jeunes femmes qui apparaissent nues dans le nouveau magazine érotique *Femmes d'or*. Cela dérange-t-il son amoureux? (*Echos vedettes*, 30 août). Pas le moins du monde puisqu'il est déjà allé pas mal loin lui-même. «Il a déjà fait des photos torse nu». Ah, le cochon!

Pendant ce temps à Buckingham...

DE NOTRE ENVOYÉ IMAGINAIRE À LONDRES

Des bonnets en voie d'extinction

Après le décès tragique de la princesse Diana, une autre catastrophe pourrait s'abattre sur Buckingham. En effet, les Britanniques porteront peut-être bientôt, outre le deuil de Lady Di, celui des célèbres bonnets en poils naturels des gardes du Palais royal. Ces élégants couvre-chefs, portés par cinq régiments britanniques depuis la victoire de Waterloo sur les troupes de Napoléon, en 1815, sont en effet menacés par les défenseurs des animaux, qui s'élèvent contre le massacre d'ours bruns canadiens servant à leur confection. Devant ce tollé, le ministre de la Défense britannique a annoncé qu'il allait étudier le remplacement des poils naturels par des poils synthétiques. Les essais de poils synthétiques se sont cependant avérés catastrophiques par le passé. Sous la pluie, ces bonnets ressemblent en effet à des perruques «afro» et leurs poils artificiels, en proie à l'électricité statique, envoient des décharges aux gardes lorsque ceux-ci passent sous des

pylônes électriques. Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, se serait dit peiné pour les gardes indisposés («Que voulez-vous») et regretterait, parmi les populations d'ours canadiens décimées, son propre ours en peluche Lulu. «La vie n'est plus la même sans lui», aurait-il confié.

Des chiffres et des lettres... de noblesse

Un sondage publié il y a quelques semaines par le journal britannique *The Guardian* révèle que la popularité de la famille royale auprès des Britanniques est au plus bas, passant pour la première fois sous la barre des 50%. Seulement 48% des Britanniques interrogés estiment que la situation du Royaume-Uni serait pire aujourd'hui sans la famille royale. Ils étaient 70% à penser la même chose il y a trois ans. Plus grave, 30% des personnes interrogées estiment que la Grande-Bretagne s'en sortirait bien mieux sans la reine Elizabeth et sa famille.

Ces personnes n'étaient que 13% il y a trois ans. Pis encore, a appris *Le Couac*, 18% des sujets de la reine interrogés croient que «Windsor» est une marque de biscuits pour chiens. Ils étaient 32% à en manger il y a trois ans...

L'émancipation de la reine

La chambre des Lords a de nouveau donné en août son accord de principe à un projet de loi, présenté par notre éminente souveraine Elizabeth II, destiné à accorder aux femmes un accès au trône dans les mêmes conditions que les hommes. Selon la loi présentement en vigueur, les héritiers ont la priorité sur les héritières, malgré leurs âges respectifs. On se souviendra qu'Elizabeth II a accédé au trône lorsque son frère cadet illégitime, Jean Chrétien, a été envoyé en pension dans la colonie appelée Canada, afin d'y parfaire son anglais et s'y former une étiquette digne d'un monarque.

Les Britanniques dans les patates

La majorité des Britanniques ne sait pas que les États-Unis ont été une colonie anglaise, révèle un sondage Gallup paru il y a quelques semaines dans le quotidien britannique *Daily Telegraph*. Selon ce sondage, les Britanniques regrettent la disparition de «l'empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais», sans trop être informés sur leur passé impérial. La plupart savent par exemple que la Jamaïque et le Zimbabwe furent des colonies. De plus, 48% savent que la Zambie en a été une également. Mais 53% affirment que les États-Unis n'ont jamais été britanniques et seuls 40% savent que la Couronne britannique a dominé au XVIII^e siècle les 13 colonies américaines. Interrogés sur le nom du souverain sur le trône lors de l'indépendance des États-Unis (1776), certains ont cité la reine-mère Elizabeth, qui est aujourd'hui âgée de 97 ans... Enfin, plus de la moitié des gens interrogés sont convaincus que l'Australie (autonome en 1901 et indépendante depuis 1931) est toujours dirigée depuis Londres. Et quoi encore? Que la reine Elizabeth II est toujours le chef d'État du Canada? Euh...

Rupert K.

Par Laporte





L'Acadie miraculée

À la fin du siècle dernier, les Acadiens, après avoir pansé les blessures profondes de la Déportation, connurent un nouvel élan de vie. Cette période, les historiens l'appellent la «renaissance acadienne». Ce peuple, qui jusque-là n'avait eu connaissance que de ses misères, prit alors conscience de lui-même, en bonne partie grâce à la volonté d'un homme, un religieux de l'ordre de Sainte-Croix, le père Camille Lefebvre, fondateur du Collège Saint-Joseph.

Né au Québec, ancien vicaire de la paroisse de Saint-Eustache, le père Lefebvre avait dû amener dans ses bagages un peu de poudre d'os de patriotes, à défaut de pouvoir compter sur la poudre de perlimpinpin, interdite dans les paroisses par l'archevêché de Montréal qui en conservait le monopole. En Acadie, sa poudre d'os lui fit tout de même accomplir, entre deux expériences d'agronomie, de petits miracles de renaissance nationale. Il forma dans son collège des esprits qui, à l'ombre des soutanes et dans ce qu'il appelle cette limite-là, se montrèrent déterminés à relever l'Acadie. Cette action bénéfique, les Acadiens la doivent à un miracle qui toucha le père Lefebvre lui-même. C'est du moins ce que nous apprennent, en moins temps que les limites de l'action religieuse, un capucin et trois clercs de Sainte-Croix, tous quatre ses biographes (Éditions Fides).

Jeune, Camille était allé égrener des chapelets devant un tableau miraculeux de la bonne sainte Anne. Ce tableau, conservé dans la chapelle votive de Varennes, avait déjà sauvé des eaux du fleuve le pieux village. Selon nos biographes en soutane, c'est sans nul doute cette œuvre qui, contre toute attente, fit mettre la main de Camille sur un prospectus des pères de Sainte-Croix lors de son pèlerinage à la chapelle. Camille toucha à l'instant à sa vocation. Ainsi donc commença sa carrière de démiurge par le miracle du prospectus de Varennes. Un miracle, quel qu'il soit, en amène souvent un autre, lequel grandit le premier qui, à son tour, trouve à enrichir le second. Dans ce cas, le prospectus amena Camille, lequel amena un nouvel esprit acadien. C'est que les miracles pratiquent entre eux le renvoi d'ascenseur, sachant fort bien que de leur union naît la force de la religion et qu'ainsi grandit la foi qui permet, entre autres, aux peuples miraculés de sombrer en silence, heureux.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Mâche ma babiche

Les éditions Typo rééditent tout Thériault (Agaguk, etc.), tellement tout que nous avons droit cet automne à *Cheuvre de chair*. Ce recueil de nouvelles dites érotiques juxtapose allègrement gaudriole et gastronomie (ou plutôt baise et bouffe). Alimentaire?

D.L.



Mélodies

Des disques
•
Du jazz
•
Que du jazz
•
Le seul au Québec

4375, rue Saint-Denis
Montréal
514-845-1736

Panorama de l'autopublicité

Dans *Panorama de la littérature québécoise contemporaine*, publiée chez Guérin sous la direction de Réginald Hamel, l'éditeur ne manque pas de faire sa propre publicité. Le chapitre X, signé Sylvie Bérard, est tout entier consacré à «l'édition et l'avenir du livre au Québec». Il comporte sept belles photos qui illustrent bien «l'avenir du livre» au Québec: le logo et l'adresse de «Guérin éditeur ltée», le «poste d'accueil de Guérin éditeur ltée», la «librairie Guérin, 4560, rue Saint-Denis», la «papeterie Guérin, 351, rue Mont-Royal», «Lidex inc, 4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville», propriété de Marc-Aimé Guérin, et les presses appartenant au même M. Guérin... Dans la présentation du livre, il est écrit que les collaborateurs «sont les seuls responsables» des illustrations. Ce texte de présentation est évidemment signé par... Marc-Aimé Guérin!

Révélation

Des millions de fidèles se déplacent à Paris pour apprendre de la bouche du pape Jean-Paul, 77 ans, que «l'avenir du monde c'est les jeunes».

Condition féminine

Mme Pauline Marois, ministre de l'Éducation, se retrouve à la «une» de *L'Actualité* accompagnée du titre «Maman la ministre». On a voulu, semble-t-il, la rapprocher du peuple et faire craindre la fessée aux professeurs récalcitrants.

Lorsque Mme la ministre est «interviewée» à la télé par Anne-Marie Dussault, elle est accompagnée de son mari. De toute évidence afin de montrer qu'elle est une femme complète.

Encore heureux que ses enfants ne soient plus en bas âge: la ministre aurait changé leurs couches sur le plateau du Point. Pour montrer qu'elle sait mettre la main à la pâte, bien sûr.

D.L.

Carnet mondain

Une nouveauté fait fureur au bal annuel de la famille Rochon: la valse des poumons. D'un chic à couper le souffle!



L'autre danger

Jean Chrétien affirme qu'il ne veut pas entendre parler de l'abolition de la monarchie au Canada «l'ai déjà assez de problèmes avec les séparatistes du Québec pour avoir d'autres problèmes avec les monarchistes du reste du Canada». a-t-il déclaré le 15 septembre en conférence de presse. De l'aveu du premier ministre, les monarchistes sont donc autant à craindre que les indépendantistes. C'est dire comme ils font peur.



Pendez-le!

Hernandez-Setien, un touriste espagnol, a été condamné par un juge anglais à 100 livres d'amende parce qu'il a volé un oursin en peluche et des fleurs déposées en hommage à Diana. Le juge a déclaré que le touriste avait commis un acte méprisable qui aurait très bien pu lui valoir d'être lynché. Encore heureux qu'il ne s'agisse que d'un petit nounours.

Un zoo de génie

Anne-Christine Loranger, journaliste au *Quartier libre*, le journal de l'Université de Montréal, vient de voir *Un zoo la nuit* de Jean-Claude Lauzon. «C'est à peu près à la 110^e minute que j'ai saisi la grandeur de ce film.» C'est-à-dire dix minutes avant la fin...

Gaspillage

Un député ontarien a payé le Dr Rakoff pour que celui-ci nous apprenne que Bouchard a un sale caractère.

Crime contre la BD

La rumeur est maintenant confirmée. Christophe Lambert interprétera à l'écran Corto Maltese. Le célèbre marin flegmatique et tout en nuances a été créé en 1967 par le dessinateur vénitien Hugo Pratt. L'initiative vient de Lambert lui-même, le célèbre «loucheur hébété des arbres à singes» (Desproges), qui, assumant son rôle de Marlon Brando des pauvres, veut poser dans la peau du marin. Il y en a qui ont de la chance d'être l'ami d'un réalisateur...

D.L.

Un revenant

Le «journal des vedettes», *Échos vedettes*, consacre toute une page de son édition du 30 août à l'auteur du *Volcan tranquille*, le nouveau téléroman diffusé par Radio-Canada. «Après *Le temps d'une paix* et *Cormoran*, Claude Gauvreau complète sa trilogie», nous explique la journaliste Louise Jalbert. «Claude Gauvreau», nous dit-elle encore, écrit des téléromans historiques parce qu'il croit «qu'il est important de connaître notre histoire». Il croit sans doute aussi qu'il est important de connaître le nom des gens que l'on interviewe: la journaliste parle en fait de Pierre Gauvreau, peintre et auteur de téléromans. Son frère, l'écrivain Claude Gauvreau, est décédé il y a plus d'un quart de siècle.

La pêche au député

La très sympathique revue littéraire *Gnou* publie une lettre du député Amédée Caron des Îles-de-la-Madeleine adressée à un pêcheur, Clodomir Deveau. Ce bijou est daté du 13 novembre 1931. «J'ai été informé que vous-même et monsieur Cléophas Deveau avez jugé bon de voter contre le gouvernement aux dernières élections, et c'est la raison pour laquelle j'ai recommandé au ministère des Pêcheries de ne pas vous payer l'octroi pour votre bateau de pêche. Vous ne devez pas en être surpris. Sincèrement à vous.» L'histoire nous apprend que le député Caron finit par être retourné aux eaux par ses électeurs, comme tous les députés qui sentent un peu trop le poisson.

JFN



Belles marquises

L'artère principale du centre-ville de Sherbrooke, la rue Wellington, se mourait depuis dix ans. Cause: le développement rapide, à partir des années 70, de centres commerciaux et de supermarchés dans le nord de la ville. Pour contrer ce mouvement, le conseil municipal s'était empressé, à l'époque, de faire installer des marquises au centre-ville, question de donner à l'extérieur un cachet intérieur. Les imposantes structures cachaient la lumière aux passants et se préoccupaient de leur conserver toute la poussière. Elles avaient en plus l'avantage de cacher aux regards l'agonie de l'artère. Comme la mort s'est finalement décidée à passer, le conseil municipal s'est dit qu'il n'avait plus rien à cacher: il vient de faire enlever les marquises. Reste la poussière.

J.-F.N.

Un pays conquis et annexé

«Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire.»

Eduardo Galeano

Un livre essentiel pour ceux qui ne se contentent pas, en histoire, des farces plates de Jacques Godbout et des diarrhées verbales de René-Daniel Dubois. Un grand livre. Un très grand livre.

Maurice Séguin, un des historiens majeurs de ce pays, a formé des milliers d'étudiants à l'Université de Montréal. Malheureusement, cet élève «dévotionniste» de Groulx, qui a révolutionné l'historiographie du Québec, a peu écrit. On a commencé à publier son œuvre, bien maigre lui, une dizaine d'années après sa mort. Essentiellement il s'agit de ses plans de cours, de ses notes polycopiées ou de ses fonds

de tiroir. Des fonds de tiroirs qui valent leur pesant d'or.

On ne lit pas ce livre pour ses qualités littéraires, mais pour la profondeur de son analyse. Dans cette synthèse historique des rapports de force entre le Québec et le Canada, Séguin va directement à l'essentiel, sans s'enfermer dans les fleurs de rhétorique ou les coquetteries de style. Pas de niaisage, pas de romanesque, que du concentré.

Évidemment, c'est plus difficile à lire que ces livres où l'histoire se résume à la recette de la soupe aux pois ou au secret de la fabrication des «bottines de beau». Mais il y a, tout du long, l'intense plaisir de pénétrer un monde et de comprendre les rapports de domination dans lesquels le peuple québécois se débat depuis 237 ans.

Un livre essentiel donc. Car si on ne savait pas les lignes de force la dynamique des sociétés sur une longue période, on se condamne à rester des victimes du papotage médiatique, de la manipulation des esprits, de la propagande grossière. Incapables de resituer l'actualité politique quotidienne dans l'évolution historique, on s'enfonçait dans la poutine intellectuelle des pseudo-analystes de service, style Martineau, Dubuc ou Gagnon. Ou mille autres supposés experts qui, comme certains historiens, semblent penser avec la permission des ulstériens de McGill.

Un livre d'histoire pour comprendre le présent et préparer l'avenir, loin du passéisme et de la nostalgie. Un livre donc à éviter pour les inconditionnels de *Marguerite Volant*, de *Séraphin Poudrier* ou de *La Conquête de l'Amérique*. Un livre qui rend plus intelligent. C'est rare.

PIERRE FALARDEAU

Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalités au Canada*, Montréal, Guérin, 1997.

Insatiables

Les CLSC des quartiers pauvres de Montréal recevront beaucoup moins d'argent *per capita* que ceux des quartiers riches lors de la distribution des sommes allouées dans le cadre du «virage ambulatoire» (*Le Devoir*, 13 août). Les responsables des «CLSC pauvres» et de groupes communautaires s'indignent de cette répartition. Allons! Les pauvres ont déjà plus de maladies, meurent douze ans plus jeunes et se suicident plus que les habitants des quartiers riches. Et ils voudraient, de surcroît, plus d'argent et de soins que les autres?

La tour Eiffel à Montréal

Dans *La Palme*, la caricature et autres sujets sérieux, à paraître à l'Hexagone le 13 octobre, le caricaturiste Robert LaPalme nous apprend qu'il avait réussi à convaincre son ami le maire Jean Drapeau de la nécessité, pour l'Expo 67, de démanteler la tour Eiffel à Montréal. «Imaginez l'attention que cela aurait attirée sur Montréal... On en aurait parlé pendant des années.» Les autorités françaises n'auraient pas trouvé l'idée aussi bonne... Le maire Drapeau et LaPalme s'étaient donc rabattus sur l'idée de construire, toujours pour l'Expo, une tour inclinée. Quelque chose de simple, bien sûr: «l'avis [...] proposé à Drapeau une tour fendue en deux, explique LaPalme. Elle aurait eu beaucoup de fenêtres. Éclairée de l'intérieur, la nuit, elle aurait pris de la grandeur dans le reflet de l'eau du fleuve.» Le projet fut bloqué *in extremis* par un conseiller influent. Restait, pour se consoler, la construction d'un stade olympique pour lequel on trouverait bien une raison de construire une tour...

Recette du mois: Comment réformer un système de greffe

(En douze étapes faciles)

- 1 Vous êtes ministre de la Santé et vous considérez que les greffes d'organes sont une priorité.
- 2 Vous constatez que la plupart des greffes de poumons sont faites à Montréal.
- 3 C'est dans cette région que se trouvent la majorité des donneurs et la majorité des patients en attente de greffe. C'est aussi à Montréal que se trouvent les spécialistes québécois de la greffe, bons et rapides.
- 4 Néanmoins, du haut de votre bureau de Québec, vous vous inquiétez. Les greffes étant importantes, ne serait-ce pas plus rassurant si les opérations se faisaient plus près du gouvernement?
- 5 Vous décidez de transférer les greffes de poumons dans la capitale. Après tout, il y a plus de salles d'opération à l'hôpital Laval.
- 6 Cependant, il y a peu de spécialistes à Québec. Qu'importe! On en fera former à Toronto. Les spécialistes de Toronto sont bons, certains sont même formés à Montréal.
- 7 Le service est transféré graduellement. Au début, le service devra être donné par des Torontois.
- 8 Il y a un patient à Québec en attente d'une greffe. Survient un poumon compatible. Les Torontois sont en vacances. Loupé! Le patient se rendra à Montréal...
- 9 Vous rassurez la population (bien sûr).
- 10 Vous réfléchissez. (...)
- 11 Les greffes, à l'origine, sont du ressort de l'horticulture. Vous appelez le maire Bourque.

Un résistant

Pierre Lemieux, économiste-libertaire, se présente à l'Assemblée nationale. Le service de sécurité lui demande ses papiers. Monsieur présente plutôt sa carte American Express (*Le Devoir*, 12 septembre). C'est, paraît-il, «pour remplir sa responsabilité sociale de résistant». Quant on fait ainsi la résistance, il est bien sûr normal qu'on soit comme lui en faveur du port d'armes.

La faute au messenger

Le cabinet du ministre de la Santé, Jean Rochon, accuse les journalistes d'être les «paparazzi du poumon» (*Le Devoir*, 13 septembre). On n'avait qu'à ne pas laisser les poumons se promener.

Ici, maintenant

Ici, maintenant, dès demain (25 septembre), on pourra «voir» *Ici*, le jeudi, ici et là, dans les bacs à journaux de Montréal. Le rédacteur en chef Jean Barbe et sa meute de jeunes loups, dans un envoi publicitaire destiné aux annonceurs: «Ici, c'est Montréal et ses Montréalais qui vivent la ville comme on vit une aventure. Ils la découvrent, la hument, la boivent [la sniffent, tant qu'à y être...]. (...) Avec des articles de fond et des portraits fouillés, on brise la routine et on arrête de se plaindre [tiens, venant du vieux Barbe, ça étonnerait!]. (...) Et les artistes, ces allumeurs de réverbère, les héros de notre histoire [ils exagèrent à peine...]. nous leur donnons la parole, nous les écoutons nous raconter leurs visions, leurs passions, leurs questions. Nous les suivons pas à pas sur les sentiers qu'ils défrichent à la recherche d'un monde meilleur.» Lyrique. Et dire que Stanley Péan sera leur chroniqueur littéraire.

Le journal le plus libre en ville

Abonnez-vous!

(pour ceux qui ne veulent pas marcher jusqu'à la tabagie)

- Abonnement régulier d'un an: 25 \$
- Abonnement régulier de deux ans: 45 \$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50 \$

FAITES PARVENIR VOTRE CHÈQUE À L'ORDRE DE:
LE COUAC
788, rue Laurier Est,
Montréal, Québec H2J 1G1

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Un drôle d'oiseau
Le Couac
Le

